



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
5 mai 2014
Français
Original: anglais

Réunion des États parties

Trente-quatrième réunion

New York, 24 juin 2014

Points 5 et 6 de l'ordre du jour provisoire

**Élection ordinaire et élection partielle, conformément
aux articles 28 à 34 du Pacte international relative aux droits civils
et politiques, de neuf membres du Comité des droits de l'homme
en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration
le 31 décembre 2014, et d'un membre en remplacement
d'un membre dont le mandat vient à expiration
le 31 décembre 2016**

Élection de neuf membres du Comité des droits de l'homme en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2014 et élection partielle pour pourvoir le poste vacant découlant de la démission de Kheshoe Parsad Matadeen (Maurice) dont le mandat devait expirer le 31 décembre 2016

Note du Secrétaire général

Additif

1. En application des articles 28 à 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la trente-quatrième Réunion des États parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 24 juin 2014.
2. Les curriculum vitae des 11 candidats qui avaient été reçus par le secrétariat à la date du 21 mars 2014 figurent dans le document CCPR/SP/85.
3. Le présent document contient en annexe les curriculum vitae des candidats à l'élection ordinaire présentés par l'Afghanistan et le Malawi après l'expiration du délai le 22 mars 2014.

GE.14-43082 (F) 260514 270514



* 1 4 4 3 0 8 2 *

Merci de recycler



Liste des candidats supplémentaires désignés par les États parties pour l'élection ordinaire

4. Conformément à l'article 30, paragraphe 2, du Pacte, par une note verbale datée du 21 janvier 2014, le Secrétaire général a invité les États parties à désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, leurs candidats à l'élection ordinaire de neuf membres du Comité et à l'élection partielle d'un membre, dans un délai de deux mois, c'est-à-dire avant le 21 mars 2014.

5. Conformément à l'article 30, paragraphe 3, du Pacte, on trouvera ci-dessous les noms de deux autres candidats présentés pour l'élection ordinaire, par ordre alphabétique, et ceux des États parties qui les ont désignés. Les notices biographiques (curriculum vitae) des candidats, telles que fournies par les États parties concernés, figurent dans les annexes I et II au présent document.

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M ^{me} Zohra Rasekh	Afghanistan
M. Mwiza Nkhata	Malawi

Annexes*

Annexe I

Zohra Rasekh (Afghanistan)

Date et lieu de naissance: 7 février 1969 à Kaboul, Afghanistan

Langues de travail: anglais et farsi/dari

Situation/fonction actuelle:

Directrice exécutive de Global Watch Group (GWG), organisation indépendante à but non lucratif, active dans la protection et la promotion de la santé et des droits de l'homme pour tous, qui s'occupe principalement de réaliser des travaux de recherche, de sensibiliser le public aux violations des droits de l'homme, et de conseiller les gouvernements et autres acteurs concernés en ce qui concerne l'orientation des politiques, lorsque surviennent des situations de crises qui menacent les droits de l'homme, dans le monde entier.

Principales activités professionnelles:

Personnalité majeure du mouvement de défense des droits de l'homme, aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial, dans le cadre de ses activités auprès de l'organisation internationale de promotion des droits de l'homme qu'est Global Watch Group;

Mène des activités de recherche et d'enquête sur les situations de crise touchant les droits de l'homme, en temps de conflits et après les conflits, et supervise l'élaboration de recommandations sur les politiques à adopter et l'organisation de campagnes de sensibilisation;

Dispense des enseignements et des formations sur les droits de l'homme, la bonne gouvernance, la démocratie et l'égalité des sexes, dans le cadre de cours, de séminaires et d'ateliers organisés dans le monde entier;

Dirige des séminaires sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la participation politique des femmes, la promotion des femmes en qualité de dirigeantes, etc.;

Publie des travaux de recherche sur les droits de l'homme et des recommandations sur les actions à entreprendre dans ce domaine;

Intervient à titre consultatif en qualité d'experte des droits de l'homme dans des affaires concernant des migrants afghans expulsés par les Services de l'immigration des États-Unis d'Amérique.

Précédents postes et parcours professionnel:

Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, de janvier 2009 à décembre 2012.

* Les curriculum vitae complets des candidats, tels que les ont soumis les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'adresse: www.ohchr.org/EN/HRBodies/CCPR/Pages/Elections34th.aspx.

Conseillère principale en matière de droits de l'homme et de questions de genre auprès du Ministre des affaires étrangères:

- Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Afghanistan, Kaboul, de 2006 à 2009.

Directrice générale du Bureau du Ministère des affaires étrangères chargé des questions internationales concernant les droits de l'homme et la condition de la femme:

- Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Afghanistan, Kaboul, de 2003 à 2009.

Chercheuse-analyste principale:

- Population Action International, Washington, D.C., de 2001 à 2003

Enquêtrice principale dans le domaine des droits de l'homme:

- Physicians for Human Rights, Washington, D.C., de 1997 à 2001.

Études:

Diplôme d'administration publique, Université Harvard, John F. Kennedy School of Government (domaine d'études: femmes et politique publique), février 2006.

Maîtrise en santé publique, Université George Washington, School of Medicine and Healthcare Sciences, mai 1997.

Licence ès sciences, Université George Washington, Columbian College, décembre 1989.

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné:

Est l'une des porte-parole les plus influentes du monde dans le domaine de la défense des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, principalement en Afghanistan et dans les pays de la région, depuis 1998;

A été membre et Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, de 2009 à 2012;

A dirigé, en tant que chercheuse principale, la réalisation de deux études sans précédent sur la santé des femmes et les droits de l'homme en Afghanistan sous le régime des Talibans (en 1998 et en 2001);

A mobilisé plus d'un million de dollars des E.-U. de dons pour financer la mise en place d'un programme durable et transparent visant à faciliter le processus d'établissement des rapports de l'Afghanistan au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (de 2004 à 2009);

A donné de nombreuses conférences dans des universités et des espaces de débat public (aux États-Unis, au Canada et en Europe) sur le thème des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de la bonne gouvernance du point de vue de la culture musulmane et du droit islamique (de 2003 à 2012);

A dirigé une mission d'établissement des faits en Iran et au Pakistan pour enquêter sur la situation – sur le plan de la santé et des droits de l'homme – des réfugiés afghans incarcérés (de 2001 à 2005);

A animé de nombreux séminaires et tables rondes consacrés aux droits de l'homme, à la démocratie et à la religion, qui s'adressaient à des décideurs, des parlementaires et des dirigeants religieux afghans ainsi qu'à des membres de la société civile (de 2003 à 2009);

Membre du Groupe de travail sur les réfugiés et les demandeurs d'asile du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (de 2011 à 2012).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné:

Terrorism and Public Health: Addressing Public Opinion in Muslim Communities, Oxford University Press, 2012

“*Women’s Health and Human Rights in Afghanistan*”, *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, <http://jama.ama-assn.org/cgi/content/abstract/280/5/449>

The Taliban’s War on Women: A Health and Human Rights Crises in Afghanistan, publications de Physicians for Human Rights. <http://physiciansforhumanrights.org/library/documents/reports/talibans-war-on-women.pdf>

Education, A Health Imperative: The Case of Afghanistan, François-Xavier Bagnoud Center for Health & Human Rights, Harvard School of Public Health, <http://hsph.harvard.edu/xfbcenter>

Health and Human Rights of Adolescent Girls in Afghanistan, *Journal of American Medical Women’s Association (JAMWA)*, <http://www.amwa-doc.org/index.cfm>

In this Generation: Health Policies for a Youthful World, Population Action International Publishing, <http://www.amazon.com/this-Generation-Reproductive-Policies-Youthful/dp>.

Annexe II

Mwiza Nkhata (Malawi)

Date et lieu de naissance: 3 janvier 1980 à Mzimba, Malawi

Langues de travail: anglais

Situation/fonction actuelle:

Associé principal du cabinet d'avocats Barnet & James, Box 380, Zomba, Malawi.

Doyen de la Faculté de droit de l'Université du Malawi, Chancellor College, PO Box 280, Zomba, Malawi.

Principales activités professionnelles:

Je suis devenu membre du barreau malawien en 2003. Depuis, j'ai participé à de nombreuses procédures civiles ou pénales au niveau national. Je suis l'un des fondateurs et principaux partenaires du cabinet d'avocats Barnet & James. Parallèlement à mes activités professionnelles, je me suis toujours intéressé de très près au droit international des droits de l'homme, comme l'attestent les travaux de recherche universitaires que j'ai menés dans ce domaine et les nombreux exposés que j'ai présentés. J'ai conseillé de très nombreuses personnes et organisations non gouvernementales en matière de droit international des droits de l'homme et je suis un praticien actif dans ce domaine.

Études:

Doctorat de droit (*Doctor of Laws*), 2008-2010 – Université de Pretoria.

Certificat d'aptitude à l'enseignement universitaire, 2010 – Université de Pretoria.

Diplôme en justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels, 2009 – Université Abo Akademi.

Maîtrise en droit (*Master of Laws*) (droits de l'homme et démocratisation) avec mention, 2005 – Université de Pretoria.

Licence en droit (*Bachelor of Laws*) avec mention, 1998-2003 – Université du Malawi.

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné:

J'ai été chercheur principal au Centre des droits de l'homme de l'Université de Pretoria dans le cadre de l'établissement du rapport initial de l'Afrique du Sud au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

J'ai conseillé des organisations non gouvernementales sur l'établissement des rapports parallèles destinés à être présentés dans le cadre de la procédure d'examen des rapports de pays au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné:

"*Popular Involvement and constitution-making: The struggle towards constitutionalism in Malawi*" dans M. Mbondenyi et T. Ojienda (éd.) *Constitutionalism and democratic governance in Africa: Contemporary perspectives from Sub-Saharan Africa* (Pretoria: Pretoria University Law Press, 2013), p. 219-241.

“The role of regional economic communities in protecting and promoting human rights in Africa: Reflections on the human rights mandate of the tribunal of the Southern African Development Community” (2012), *African Journal of International and Comparative Law*, vol. 20, n°1.

“Reinforcing Duty Bearer Accountability for Socio-economic rights in Malawi – a conceptual alternative?” (2012), *Stellenbosch Law Review*, n° 1.

“The Chinsinga-gate affair: a not so Subtle threat to academic freedom in Malawi” (2012), *Malawi Law Journal*, vol. 6, n°2, p. 183.

“Implementation of the Rome Statute in Malawi and Zambia: Progress, Challenges and Prospects” dans C. Murungu & J. Biegona (éd.) *Prosecuting International Crimes in Africa* (2011), p. 277.

“Along Came Omar Al Bashir to Malawi: International Criminal Law and Immunity of Heads of State” (2011), *Malawi Law Journal*, vol. 5, n° 2, p. 149

“Towards constitutionalism and democratic governance: Ubuntu and equity as a basis for regulating public functionaries in common law Africa” dans F. Diedrich (éd.) *Ubuntu, good faith and equity: flexible legal principles in developing a contemporary jurisprudence* (2011) 88.

“The More Things Change, the More They Stay the Same: The Strained Matrix for The Protection and Enforcement of Human Rights in Africa” (2010), *East African Journal of Peace and Human Rights*, vol. 16, n° 2, p. 193.

“Is the SADC Tribunal Under Judicial Siege in Zimbabwe? Reflections on Etheredge v. Minister of State for National Security Responsible for Lands, Land Reform and Resettlement and Another” (2010), *The Comparative and International Law Journal of Southern Africa*, n° 42, p. 81.

“What does the SADC Tribunal portend for Human Rights in the Region: A New Hope or A False Dawn?” dans RH Murray (ed.) *Human Rights Litigation and the Domestication of International Human Rights Standards in Sub Saharan Africa* (2009), p. 93.

“Public Interest Litigation and Locus Standi in Malawian Constitutional Law: Have the Courts Unduly Fettered Access to Justice and Legal Remedies” (2008) 2 (2), *Malawi Law Journal* 209

Bidding Farewell to Mandatory Capital Punishment: Francis Kafantayeni and Others v Attorney General (2007), *Malawi Law Journal*, vol. 1, n°1, p. 103.